

Géopolitique du Nil : le barrage de la Renaissance au cœur des tensions diplomatiques entre l'Égypte, l'Éthiopie et le Soudan

En avril 2011, dans la foulée du Printemps arabe, l'ex Premier ministre éthiopien, Meles Zenawi, a posé la première pierre du GERD (*Great Ethiopian Renaissance Dam*), le grand barrage de la Renaissance qui chevauche le Nil Bleu dans les hautes terres du nord de l'Éthiopie. Destiné à devenir la plus grande centrale hydroélectrique d'Afrique, ce projet pharaonique long de 1,8 km et haut de 145 mètres n'a depuis cessé de susciter les controverses sur la scène internationale, notamment dans la Corne de l'Afrique où le scénario d'une guerre est loin d'être improbable. Désormais, sous la menace directe d'un effondrement socioéconomique et d'une crise environnementale irréversible, les pays riverains situés en aval, le Soudan et l'Égypte, se sont récemment lancés dans des dynamiques diplomatiques, stratégiques et parfois militaires visant à ralentir les opérations de remplissage et à fragiliser principalement l'emprise d'Addis-Abeba sur le plus grand fleuve du monde.

Le Nil, une dépendance vitale pour l'Égypte, l'Éthiopie et le Soudan

Le Nil est une source d'eau essentielle pour les onze pays africains bordés par le fleuve. Le barrage de la Renaissance est venu particulièrement envenimer les relations diplomatiques entre les trois pays du nord directement concernés par son cours principal. L'enjeu est vital pour l'Égypte qui l'exploite depuis quatre millénaires. Le pays affiche aujourd'hui un taux de dépendance avoisinant les 97%, notamment en matière d'eau potable, d'irrigation agricole et de production d'électricité. Une grande partie de l'énergie consommée est générée par le gigantesque barrage d'Assouan directement alimenté par le Nil. L'immense majorité des flots qui se déversent en Égypte, soit 85% environ, provient du Nil

Bleu et de sa source située au lac Tana sur les hauts plateaux éthiopiens. À noter que dès 2013, Addis-Abeba a justement effectué une déviation d'environ 500 mètres au niveau de cette partie du fleuve qui sera indispensable au fonctionnement de son nouveau barrage ; manœuvre qui provoquera la colère du Caire, l'administration Morsi s'étant opposée de façon catégorique à : « tout projet qui pourrait affecter le débit du fleuve en aval ».

Jusqu'en 1998 seuls 0,3% du débit du Nil Bleu étaient exploités par l'Éthiopie. La chute du régime socialiste de Mengistu (1974-1991), puis la fin de la guerre contre l'Érythrée (1998-2000) ont contribué à introduire ce pays dans une nouvelle ère politique et économique. L'exploitation de ses ressources hydrauliques a nettement été améliorée ces dernières années ; le taux de croissance atteignant deux chiffres entre 2004 et 2016. Financé à hauteur de 4,8 milliards de dollars par le contribuable éthiopien, le grand barrage s'est imposé comme une véritable cause nationale. C'est aujourd'hui un des rares garants de la cohésion sociale dans ce pays particulièrement marqué par les divisions ethniques. L'Éthiopie fait également face à de périlleux phénomènes environnementaux. La sécheresse met constamment en péril la sécurité alimentaire de sa population estimée à plus de 100 millions d'habitants. Construit à seulement une trentaine de kilomètres de la frontière soudanaise, l'ouvrage est aussi à l'origine d'une escalade de tensions avec Khartoum.

L'histoire du Soudan est également étroitement liée au fleuve. C'est dans ce pays que le Nil Bleu s'associe avec le Nil Blanc, avant d'atteindre l'Égypte. À l'instar de Khashm el-Girba sur l'Atbara et Roseires sur le Nil Bleu, plusieurs barrages ont été édifiés dans le but de réguler la gestion des ressources hydrauliques agricoles. Le fleuve provoque en revanche régulièrement des inondations meurtrières au Soudan, paralysant ainsi l'approvisionnement en eau et en électricité. Conçu dans le but de limiter le processus d'évaporation, le canal de Jonglai, dans la province marécageuse du Haut-Nil, a été au centre d'une guerre géopolitique interne. En 1983, la seconde guerre civile soudanaise avait mis un terme à ce projet de collaboration avec l'Égypte. Plusieurs observateurs évoquent aujourd'hui l'hypothèse d'une reprise en guise de riposte à de potentielles conséquences désastreuses du GERD.

L'échec de la voie diplomatique

Le barrage de la Renaissance est en phase de révolutionner les rapports de force économiques, politiques et diplomatiques des pays nilotiques. L'Égypte estime que les deux traités signés avec le Soudan, en 1929 et en 1959, lui procurent des « droits historiques » et la possibilité d'un veto permanent sur tout projet élaboré en amont du fleuve. Catégoriquement opposés à ces accords, l'Éthiopie et les autres pays riverains ont signé l'accord d'Entebbe en 2010, leur permettant de développer des projets d'irrigation et des barrages hydroélectriques sans avoir à solliciter l'accord du Caire. Ce dernier traité sur le partage des eaux du Nil et la mise en place du GERD ont marqué le début d'une décennie de négociations houleuses ainsi que de fortes tensions diplomatiques entre le Caire, Khartoum et Addis-Abeba.

Durant les premières années de pourparlers avec l'Éthiopie, la position soudanaise était favorable à la construction du barrage. En 2013, l'ancien président Omar el-Béchir avait publiquement annoncé son soutien à Addis-Abeba : **« Nous avons soutenu le barrage de la Renaissance, car nous avons la ferme conviction que cet édifice profitera à l'ensemble de la région »**. Néanmoins, le refus de l'Éthiopie de constituer une équipe d'experts étrangers, afin de valoriser le réel impact du nouveau barrage sur la région, a nourri beaucoup de suspicions et a poussé Khartoum à revoir en 2016 sa stratégie politique vis-à-vis d'Addis-Abeba. Le rapprochement entre le Soudan et l'Égypte dans ce dossier a été consolidé à Washington en novembre 2019. Les deux pays venaient d'accepter le parrainage des discussions par le Trésor américain et la Banque mondiale, contrairement à l'Éthiopie qui s'était retirée au dernier moment. Cet abandon a été perçu comme une « absence de progrès » par l'administration américaine ; Donald Trump avait d'ailleurs suspendu toutes les aides humanitaires destinées à l'Éthiopie avant l'arrivée de son successeur qui a mis fin à ce blocage.

L'Union Africaine, la médiation de la dernière chance ?

Dans une démarche unilatérale, et sans aucun accord préalable, le gouvernement éthiopien a toutefois maintenu son calendrier. Il a entamé, dès juillet 2020, la première phase de remplissage du barrage qui a retenu 4,9 milliards de mètres

cubes d'eau. Avant la seconde phase très redoutée, prévue l'été prochain et représentant un volume de 13,5 milliards de mètres cubes, le Caire et Khartoum proposent aujourd'hui la médiation d'un quartette composé de l'Union Africaine, l'Union Européenne, les Nations Unis ainsi que les États Unis.

En mars 2021, Addis-Abeba a réitéré une nouvelle fois son opposition aux ingérences étrangères et notamment occidentales. Seule une médiation exclusivement continentale, amplement assurée par l'Union Africaine, sera acceptée par le gouvernement éthiopien. « C'est un honneur d'avoir l'Union africaine. L'Éthiopie estime que les problèmes africains doivent être résolus par les Africains », a ainsi déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Dina Mufti, avant d'assurer que : « le remplissage du réservoir du GERD va se poursuivre, mais la négociation peut avoir lieu avant ou après le remplissage ». L'Égypte et le Soudan accusent désormais l'Éthiopie de vouloir « gagner du temps », car cette situation d'impasse diplomatique favorise le développement du GERD en dehors de tout cadre réglementaire international.

Un risque d'embrasement

L'ancien président égyptien Anouar el-Sadate proclamait en 1979 que : « le seul facteur qui pourrait déclencher l'entrée en guerre de l'Égypte est l'eau ». Aujourd'hui, en dépit d'un accord de principe signé en 2015 entre le président égyptien Abdel Fatah al-Sissi, son homologue soudanais Omar el-Béchrir et le premier ministre éthiopien Hailemariam Desalegn, prévoyant un mécanisme pour résoudre les différends diplomatiques concernant le GERD, force est de constater que ce projet continue à semer la discorde. Cette impasse qui s'éternise entre les trois pays pourrait déboucher à terme sur un conflit armé. « Nous ne pouvons pas continuer dans ce cercle vicieux de négociations illimitées, sachant que le GERD pose une menace directe sur le barrage soudanais de Roseires », a ainsi affirmé Yasir Abbas, le ministre soudanais de l'Irrigation. Le 5 octobre 2020 le président Abdel Fattah al-Sissi a, de son côté, affirmé sur twitter que : « l'État égyptien, avec toutes ses institutions, s'engage à protéger ses droits à l'eau dans le Nil ».

تابعت عن كذب نتائج الإجتماع الثلاثى لوزراء الرى فى مصر والسودان وأثيوبيا لمناقشة ملف سد النهضة الأثيوبى والذى لم ينتج عنه أى تطور إيجابى .. وأؤكد أن الدولة المصرية بكل مؤسساتها ملتزمة بحماية الحقوق المائية المصرية فى مياه النيل، ١/٢

— Abdelfattah Elsis (@AlsisiOfficial) [October 5, 2019](#)

Chaque échec dans les négociations est un pas de plus vers un affrontement ouvert. Le point de bascule d'une guerre jusqu'ici virtuelle, n'a dans tous les cas jamais été aussi proche. Au moment où l'Éthiopie est en phase de se doter de la plus grande centrale hydroélectrique d'Afrique, l'Égypte a inauguré le 22 juillet 2017 sa nouvelle base militaire en Méditerranée ; considérée comme « la plus grande base d'Afrique et du Moyen-Orient ». En marge de la crise du Tigré, qui implique plusieurs pays de la région, le rejet d'un comité quadripartite international par l'Éthiopie a coïncidé avec un rapprochement militaire sans précédent entre l'Égypte et le Soudan ces derniers jours. Mohamed Othman Al-Hussein, chef d'état-major de l'armée soudanaise, et son homologue égyptien, le lieutenant général Mohammed Farid, ont signé un accord bilatéral lors d'une réunion du comité militaire égypto-soudanais le 2 mars à Khartoum. Dans une déclaration rapportée par le journal [**Egypt Independent**](#), Mohammed Farid a affirmé que : « La solidarité est une approche stratégique imposée par l'environnement régional et international. Le Soudan et l'Égypte sont confrontés à des défis communs ainsi qu'à des menaces à la sécurité nationale. ».